

## Burundi : la parti au pouvoir fait le ménage au sein de sa radio "Rema FM"

@rib News, 03/10/2011 Au moins 16 journalistes de Rema FM, une radio du parti présidentiel burundais CNDD-FDD, sont condamnés à quitter leur travail suite à la récente mesure du Conseil d'administration de revoir la baisse le nombre du personnel de cette radio. Certaines têtes pensantes de cette radio, qui étaient pourtant d'anciens membres du parti présidentiel, se voient virés de cette radio, selon cette mesure. Ainsi, le directeur Louis Kamwenubusa, la chargée des programmes Nancy-Ninette Mutoni, et le rédacteur en chef Gorgon Sabushimike ont été remerciés.

« La Radio Rema FM, proche du pouvoir, a de sérieux problèmes de financement ces derniers jours », a raconté un journaliste dont le nom figure sur la liste des licenciements de cette même radio. Rappelons que depuis sa création par le parti CNDD-FDD, la Radio Rema FM a toujours été la polémique et est souvent attirée les foudres des défenseurs des droits humains. Certains iront même parfois jusqu'à la comparer à la tristement célèbre "Radio Mille collines", qui a servi pendant le génocide rwandais en 1994. Dernièrement, au cours de la visite du président burundais aux Etats Unis, la radio présidentielle avait été pointée du doigt par des organisations de la société civile américaine, l'accusant d'être l'instigateur de la haine entre les Burundais. Cette radio est aussi accusée d'avoir manipulé des dossiers judiciaires, celui de l'assassinat de l'ancien représentant de l'OMS au Burundi, tué en 2001, en essayant de créer des liens entre cette affaire et des avocats du barreau de Bujumbura, ce qui a conduit Me François Nyamoya en prison, il y a quelques mois. Lors de l'attaque de Gatumba, il y a quelques jours, les reporters de cette radio ont annoncé une connexion entre le FNL d'Agathon Rwasa et l'attaque, soulignant que parmi les assaillants il y avait un "homme manchot". Ces déclarations ont étonné les observateurs indépendants, car le reporter annonçait que la réunion de mener l'attaque avait été organisée deux jours avant au Congo. Des voix s'interrogent alors sur les "sources" de cet homme qui semble en savoir beaucoup sur cette attaque et pourrait, selon certains, être accusé de non assistance à personne en danger, puisqu'il semble qu'elle a su avant tout le monde que l'attaque allait avoir lieu mais ne l'a pas évitée de scier. [JMM]